

# ACTION URGENTE

## SOUDAN. CRAINTES POUR LA SANTÉ D'UN PROFESSEUR EN GRÈVE DE LA FAIM

**Mudawi Ibrahim Adam (58 ans), un éminent défenseur soudanais des droits humains, observe une grève de la faim depuis le 21 janvier 2017 pour protester contre sa détention arbitraire. Arrêté par le Service national de la sûreté et du renseignement (NISS) le 7 décembre 2016, il est détenu sans inculpation depuis lors à la prison de Kober à Khartoum, la capitale soudanaise.**

**Mudawi Ibrahim Adam** observe une grève de la faim à la prison de Kober depuis le 21 janvier 2017 pour protester contre sa détention prolongée sans inculpation. Il a été arrêté le 7 décembre 2016 par le NISS à l'université de Khartoum, où il enseigne l'ingénierie. Sa famille a informé Amnesty International qu'il souffrait de problèmes respiratoires et cardiaques chroniques. Par conséquent, sa grève de la faim menace gravement sa santé.

On craint également qu'il ne soit victime de torture et d'autres formes de mauvais traitements en détention. Un témoin, libéré de la prison de Kober le 23 janvier 2017, a indiqué à la famille de Mudawi Ibrahim Adam qu'il l'avait vu enchaîné à un poteau pendant que des agents du NISS le passaient à tabac. Il avait les poignets menottés et les chevilles entravées. Ses proches ont demandé la permission de lui rendre visite à deux reprises mais les autorités ont refusé.

Le même témoin a aussi expliqué à la famille que **Hafiz Edris Eldoma**, une personne déplacée du Darfour ayant été arrêtée le 24 novembre 2016 au domicile de Mudawi Ibrahim Adam, avait aussi été torturé par des agents du NISS.

Le chauffeur de Mudawi Ibrahim Adam, **Adam El Sheikh**, et sa comptable, **Nora Obied Osman**, ont également été arrêtés par le NISS, le 7 et le 12 décembre respectivement. Ces trois personnes ignorent les raisons de leur arrestation ; elles sont détenues sans inculpation, privées d'avocat et coupées de leur famille. Elles risquent d'être victimes de torture et d'autres formes mauvais traitements en détention.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités soudanaises à inculper Mudawi Ibrahim Adam, Adam El Sheikh, Nora Obied Osman et Hafiz Edris Eldoma d'une infraction dûment reconnue par la loi ou à les libérer immédiatement ;
- appelez-les à faire en sorte que ces quatre personnes puissent avoir des contacts avec leur famille, bénéficier de soins médicaux et consulter l'avocat de leur choix ;
- demandez-leur d'enquêter sur les allégations faisant état d'actes de torture et d'autres mauvais traitements et de veiller à ce que les personnes concernées ne soient pas victimes de telles violences en détention.

### VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 10 MARS 2017 :

Président de la République  
Omar Hassan Ahmad al-Bashir  
Office of the President  
People's Palace  
P.O. Box 281  
Khartoum, Soudan

**Formule d'appel : *Your Excellency, /***  
**Monsieur le Président,**

Ministre de la Justice  
Awad Al Hassan Al Nour  
Ministry of Justice  
P.O. Box 302  
Al Nil Avenue  
Khartoum, Soudan

**Formule d'appel : *Your Excellency, /***  
**Monsieur le Ministre,**

**Copies à :**  
Ministre de l'Intérieur  
Ismat Abdul-Rahman Zain Al-Abdin  
Ministry of Interior  
P.O. Box 873  
Khartoum, Soudan

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Soudan dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :**

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## SOUDAN. CRAINTES POUR LA SANTÉ D'UN PROFESSEUR EN GRÈVE DE LA FAIM

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Ce n'est pas la première fois que Mudawi Ibrahim Adam est arrêté. Il l'a déjà été en décembre 2003 ; il a alors été détenu huit mois en raison de ses activités humanitaires et de son travail en faveur des droits humains au Darfour. Il a de nouveau été arrêté en janvier 2005 dans des circonstances similaires et détenu pendant deux mois, avant d'être arrêté en mai de la même année et détenu pendant huit jours.

L'Organisation pour le développement social au Soudan (SUDO), à laquelle Mudawi Ibrahim Adam appartient, mène des projets d'aide humanitaire et de développement dans tout le pays. Les autorités ont ordonné sa fermeture en mars 2009, soit un jour après que la Cour pénale internationale (CPI) a décerné un mandat d'arrêt au président Omar el Béchir pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis au Darfour.

Amnesty International a recueilli de nombreuses informations indiquant que le Service national de la sûreté et du renseignement (NISS) a intensifié la répression contre la société civile et les militants politiques depuis le début du mois de novembre 2016. Le NISS détient toujours des pouvoirs étendus en matière d'arrestation et de détention en vertu de la Loi de 2010 relative à la sécurité nationale, qui lui permet de maintenir des suspects en détention jusqu'à quatre mois et demi sans contrôle judiciaire, et ses membres usent de leur autorité pour arrêter et placer en détention arbitrairement des personnes, auxquelles ils font souvent subir des actes de torture et d'autres mauvais traitements. La même loi les protège de toute poursuite pour les actes commis dans l'exercice de leurs fonctions, d'où une culture généralisée de l'impunité. Les modifications de la Constitution adoptées par le Parlement le 5 janvier 2015 ont conféré au NISS des pouvoirs étendus qui lui permettent de s'immiscer à sa guise dans les affaires politiques, économiques et sociales.

Noms : Mudawi Ibrahim Adam, Adam El Sheikh, Nora Obied Osman, Hafiz Edris Eldoma

Femme et hommes

AU 26/17, AFR 54/5562/2017, 27 janvier 2017